

## DES CONDITIONS DRACONIENNES VONT RÉGIR L'ACTIVITÉ

## Dur, dur, d'être importateur

**L'activité d'importation sera de plus en difficile à exercer à cause des dispositions de la loi de finances complémentaires pour 2009.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Dans l'incapacité de juguler l'envolée des importations, estimées encore à 40 milliards de dollars pour l'année 2009, le gouvernement ne trouve comme parade que d'imposer ou de renforcer les conditions d'exercice du métier d'importateur.

Importateurs, vous devez avoir un numéro d'identification fiscale attribué par l'administration fiscale pour toute opération.

Vous devez présenter ce numéro pour votre domiciliation bancaire et vous devez avoir cette domiciliation bancaire avant de réaliser l'opération d'importation, son règlement financier et le dédouanement des biens.

Importateur de marchandises destinées à la revente en l'état, vous êtes ainsi tenu de souscrire un engagement et de payer au niveau des impôts une taxe de 10

000 DA pour ouvrir un dossier de domiciliation bancaire pour importer.

Dans le cas d'importation de services, la taxe est fixée à 3% du montant de la domiciliation. Dans le cas de biens d'équipement et matières premières qui ne sont pas destinés à la revente en l'état.

En matière de paiement, le crédit documentaire est dorénavant le seul moyen. Le crédit documentaire est une opération par laquelle la banque s'engage pour son client importateur à régler le montant de la transaction dans un délai déterminé via une banque intermédiaire.

Ce qui implique pour les opérateurs de fournir des garanties, disposer d'une trésorerie importante pour importer les produits et sur plusieurs mois. Autre contrainte, c'est le titulaire de l'extrait de registre de commerce ou le gérant de la société



Photo : Samir Sid

Une nouvelle taxe vient d'être instaurée pour les opérations d'importation.

importatrice qui doit se présenter pour accomplir les formalités bancaires, dédouanement et contrôle de la conformité des produits.

Ainsi, la loi de finances complémentaires supprime la possibilité de la pro-

curation dans les opérations d'importations. Autre mesure, les biens d'équipements à l'état usagé, même rénovés sous garantie, ne pourront pas être importés.

La loi n'autorise que l'importation de biens

d'équipements, y compris les engins de travaux publics, matières premières et pièces de rechange, à l'état neuf.

Une mesure salubre au regard de la vétusté de certains équipements dégradants pour l'envi-

ronnement mais qui pose le problème de la mise en œuvre d'un contrôle de qualité qui soit efficace.

En notant que la loi fixe un délai maximal de séjour des marchandises en dépôt à deux mois.

C. B.

## MARCHÉ AUTOMOBILE

L'acharnement  
des pouvoirs publics

**Les concessionnaires automobiles sont toujours sous pression. Après l'instauration d'une taxe sur les véhicules neufs, puis d'une autre sur les grosses cylindrées, c'est le crédit automobile qui disparaît.**

**Les pouvoirs publics s'acharneraient-ils contre les concessionnaires ? Veulent-ils obliger les Algériens à ne pas consommer ? Ou cherchent-ils tout simplement à limiter l'extension du parc automobile ?**

**Salima Akkouche - Alger (le soir)** - Acheter une voiture n'est désormais plus à la portée de tous.

La loi de finances complémentaire pour 2009 met fin aux crédits de consommation. Et partant, aux rêves de beaucoup de citoyens de posséder un véhicule.

Tandis que la loi de finances complémentaire pour 2008 exigeait de l'acheteur d'un véhicule neuf en Algérie de payer une taxe qui varie de 50 000 à 150 000 DA, c'est une autre «catastrophe» que prévoit celle de 2009.

Optant pour l'extrême, la nouvelle loi interdit les crédits automobiles.

Selon un membre du bureau de l'Association automobile d'Algérie (AC2A), qui a voulu garder l'anonymat, cette nouvelle loi complémentaire est considérée comme un véritable coup de frein à l'activité automobile en Algérie.

Ce marché va-t-il s'effondrer ?

Non, selon les concessionnaires, même si ces derniers en appréhendent les répercussions, notamment sur le volume des ventes.

Selon notre interlocuteur de l'AC2A, le marché automobile en Algérie a pourtant généré de l'emploi direct et indirect. «Nous faisons travailler

beaucoup de services, notamment le gardiennage, le nettoyage et la communication. Il y aura des répercussions sur les volumes de vente, sur les postes d'emploi, sur le budget de communication ainsi que sur celui des investissements» a-t-il déclaré.

D'ailleurs, dira-t-il, depuis le début de l'année, le marché de l'automobile a enregistré une baisse de 10 % du volume des ventes.

Selon ce dernier, l'association des concessionnaires estime que le gouvernement n'a pas jugé utile de les associer.

Comme pour toutes les autres actions, les concessionnaires ont été mis devant le fait accompli.

Par ailleurs, le chargé des «relations presse» auprès du concessionnaire Ford, M. Lalaoui Omar, considère que cette nouvelle mesure est plus nocive que l'augmenta-



Photo : Samir Sid

Une série de mesures des plus impopulaires.

tion des taxes sur les véhicules neufs. Prévoyant «sûrement» une baisse considérable des ventes, il dira que pour la majorité des cylindrées, les ventes se font à crédit.

Développés notamment par des filiales de banques étrangères, le crédit à la consommation et le crédit automobile ont permis à de nombreux salariés aux petites bourses d'acquiescer un

véhicule. Cette mesure ne sera donc que pénalisante. Une nouvelle stratégie semble s'imposer quant au parc automobile, afin de se refaire une santé financière.

S. A.